



Commission civile d'examen  
et de traitement des plaintes  
relatives à la GRC

Civilian Review and  
Complaints Commission  
for the RCMP

# États financiers prospectifs

Exercices se terminant le 31 mars 2026 et le 31 mars 2027

N° de cat. : PS75-13F-PDF  
ISSN : 2817-9331

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC (CCETP). Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC  
C.P. 1722, succ. B  
Ottawa (Ontario) K1P 0B3  
Télécopieur : 613-952-8045 (Ottawa)  
Courriel : [publications@crcc-ccetp.gc.ca](mailto:publications@crcc-ccetp.gc.ca)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Sécurité publique, 2026

Ce document est offert en médias substitués sur demande.

Also available in English.

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la  
Gendarmerie royale du Canada

État des résultats prospectif (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en dollars)

	Résultats projetés 2025-2026	Résultats prévus 2026-2027
<b>Charges</b>		
Examen indépendant de la GRC	11 411 326	11 625 665
Services internes	6 120 088	6 627 680
<b>Total des charges</b>	<b>17 531 414</b>	<b>18 253 345</b>
<b>Revenus</b>		
Revenus divers	0	0
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(0)	(0)
<b>Total des revenus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement</b>	<b>17 531 414</b>	<b>18 253 345</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

## 1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2025-2026 sont fondés sur les résultats réels en date du 12 décembre 2025 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2026-2027.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada (CCEP) resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent;
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 12 décembre 2025.

## 2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2025-2026 et pour 2026-2027, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, la CCEP a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- Le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens immobiliers, d'installations de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- La mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- Les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel sera présenté, la CCEP ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

### 3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2025-2026, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### a) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les autres charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les prêts, les placements, les avances et la désuétude des stocks. De plus, les charges incluent l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance ainsi que d'autres.

#### b) Revenus

Les revenus provenant de droits réglementaires sans obligations de prestation sont constatés lorsqu'il existe une autorité pour réclamer des entrées de ressources économiques et l'opération ou l'événement s'est produit.

Les fonds reçus de parties externes à des fins déterminées sont comptabilisés à leur réception en tant que revenus reportés. Ces revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées.

Les revenus reportés se composent des montants reçus avant la fourniture de biens ou de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur lorsque l'obligation de prestation sera remplie.

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice ou s'est produit l'événement qui a donné lieu aux revenus et l'on s'attend à recevoir des avantages économiques futurs.

Les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs de la Commission. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité pour disposer des revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés. Par conséquent, les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

#### 4. Autorisations parlementaires

La CCEP est financée par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à la CCEP ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de la CCEP pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

##### a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées (en dollars)

	Résultats projetés 2025-2026	Résultats prévus 2026-2027
	17 531 414	18 253 345
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement</b>		
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(47 554)	(49 786)
Ajustements aux créditeurs à la fin de l'année des exercices antérieurs	12 719	12 714
Services fournis gratuitement par d'autres ministères gouvernementaux	(1 382 908)	(1 403 652)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(45 248)	(25 491)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(8 787)	(5 483)
Remboursement de charges des exercices antérieurs	2 699	2 324
Créances douteuses	(10 722)	(14 296)
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(1 479 801)	(1 483 670)
Rajustement pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations :		
Augmentation du trop-payés de salaire	87 341	110 948
Total des postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	87 341	110 948
<b>Autorisations demandées</b>	<b>16 138 954</b>	<b>16 880 623</b>

**b) Autorisations demandées (en dollars)**

	<b>Résultats projetés 2025-2026</b>	<b>Résultats prévus 2026-2027</b>
<b>Autorisations demandées :</b>		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	14 402 553	15 142 053
Montant des postes législatifs	1 736 401	1 738 570
<b>Autorisations demandées totales</b>	<b>16 138 954</b>	<b>16 880 623</b>